

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

3 0/0	81 05	» 10 » »
3 0/0 amortiss.	82 75	» 15 » »
4 1/2 0/0 1883	103 95	» 15 » »
Cons. anglais	100 1/16	» 15 » »
Italie	95 15	» 15 » »
Flor. autric. (or)	90 1/2	» 15 » »
Esp. Extér. nouv.	57 15/16	» 15 » »
Egyptien 6 0/0	333 75	» 15 » »
Ch. Egyptiens	450 »	» 2 50
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 75	» 15 » »
Banque ottomane	53 75	» 15 » »

PARIS, 21 AOÛT

DERNIÈRES NOUVELLES

INTÉRIEUR

M. Henri Brisson, président du conseil des ministres, a quitté Paris ce matin. Son absence durera trois jours.
 M. Pascal Duprat, ministre de France au Chili, est mort à bord du *Niger*, en faisant la traversée de Dakar à Lisbonne.
 M. Pascal Duprat était né à Hagetmau (Landes) le 24 mars 1816. Il avait été élevé au séminaire d'Albi-sur-Tarn et compléta ses études à Heidelberg. Il entra ensuite dans l'Université et fut envoyé en 1840 comme professeur d'histoire à Alger. Il collabora à la *Revue* et à la *Revue indépendante*.
 A la révolution de Février il fut élu représentant du peuple dans les Landes. C'est Lamouroux qui lui firent l'offre de la candidature pour soutenir sa candidature. Cette dette fut la cause de leur rupture. Banni de France en 1851, il se retira à Bruxelles. Porté comme candidat en 1869 dans la deuxième circonscription des Landes, M. Duprat n'obtint que 4213 voix contre 24,134 données à M. Darraucq, candidat conservateur.
 Le gouvernement du 4 Septembre le nomma ministre à l'Intérieur; il refusa ce poste et fut élu à l'Assemblée nationale. Enfin il fut envoyé au Chili comme ministre plénipotentiaire.
 La physionomie de M. Pascal Duprat est bien connue de ceux qui ont fréquenté l'assemblée de Versailles; mais, grands cheveux gris rejetés en arrière, moustache grise; en somme, un peu la figure d'un Heideuck.
 Le conseil général du Gard a été saisi d'une demande tendant à faire voter une somme de 200 francs pour concourir à l'érection d'une statue « au vaillant amiral Courbet, mort glorieusement pour la France ».
 Malgré les éloquentes protestations des membres de la droite du conseil, la majorité républicaine a montré son peu de patriotisme en refusant de s'associer à l'hommage que rend la France entière au glorieux soldat.
 Toulon, 21 août.
 Deux décès cholériques ont été constatés, l'un en ville, l'autre dans le faubourg.
 On signale ce matin un cas grave dans la banlieue.
 La population reste calme.
 La nouvelle du contre-ordre officiel de l'arrivée de Bayard, qui a été connue ce matin, produit une pénible impression.
 Lyon, 21 août.
 Un incendie considérable vient de se déclarer dans un quartier excentrique, situé cours Lafayette en dehors des barrières de l'Est. La se trouvent construites une grande quantité de petites barques de bois où loge une population composée en grande partie d'ouvriers pauvres et de saltimbanques.
 L'incendie s'est déclaré à 1 h. 1/2 environ; en quelques instants le feu, qui a trouvé un aliment facile, a atteint un développement considérable à cause de l'éloignement des secours très loins à arriver.
 A l'heure où nous télégraphions, un vaste emplacement de 100 mètres de long sur 50 de large, est la proie des flammes. Les habitants courent affolés et démentent leur mobilier.
 Les secours arrivent enfin de tous côtés; vers 2 h. 1/2, on commence à combattre utilement l'incendie.
 Le feu paraît actuellement circonscrit.
 Epinal, 21 août.
 Le conseil général des Vosges, sur le rapport de M. Georges, sénateur, a voté des fonds pour les monuments à élever à l'ami Courbet et à Henri Martin.
 Sur la proposition de M. Claude, sénateur, il a voté la création de bourses pour l'enseignement commercial et industriel à l'Ecole industrielle d'Epinal.
 La session a été close ensuite.
 M. Jules Ferry est reparti pour Saint-Dié.
 M. Méline va présider le conseil agricole de Remiremont.
 Les délégués des communes du département se réuniront dimanche prochain à Epinal pour arrêter la liste républicaine des candidats à la députation. On dit que M. Charles Ferry déclarera dans cette réunion qu'il se retire.
 Cherbourg, 21 août.
 Une frégate russe, commandée par un contre-amiral, venant de Kiel, est arrivée en rade.
 EXTERIEUR
 Le Caire, 20 août, soir.
 La garnison de Kassala, ne pouvant prolonger sa résistance, a dû signer un arrangement avec les tribus hostiles.
 Cette nouvelle ayant provoqué la colère d'Osman-Digmo, il a résolu de partir pour Kassala. Il n'est pas probable toutefois qu'il atteigne un résultat quelconque.
 Madrid, 20 août, soir.
 Des lettres de la Granja assurent que l'ambassadeur d'Allemagne, à cause de la fausse situation où il se trouve, doit se ren-

dre à Berlin pour élucider la question des Carolines.
 La *Epoca* déclare que l'Espagne ne doit pas être prise pour le Zanzibar.
 L'Union et l'Imparcial conseillent à l'Espagne de cesser toutes relations politiques et commerciales avec l'Allemagne.
 Ces journaux émettent le vœu que le roi Alphonse XII renvoie à Berlin son titre de colonel de uhlands.

INFORMATIONS

Notre nouveau ministre plénipotentiaire à Copenhague, M. Bourée, avait été invité par le ministre des affaires étrangères à prêter son concours à la commission chargée de préparer les bases d'un traité de commerce avec la Chine.
 Cette enquête est aujourd'hui terminée. En conséquence, M. Bourée partira au commencement du mois prochain pour aller occuper son poste.
 Aussitôt après son retour, M. de Freycinet signera un mouvement dans le personnel consulaire.
 Ce mouvement portera particulièrement sur les consuls et chancelleries de l'extrême-Orient.

Il avait été question de supprimer quelques-unes de nos facultés des sciences et des lettres pour transformer les autres en grandes universités analogues à celles d'Allemagne ou d'Angleterre.
 Une enquête fut même ouverte à ce sujet, par M. Albert Dumout, alors directeur de l'enseignement supérieur; mais cette enquête, il faut bien le dire, fit apparaître des difficultés presque insurmontables.

Toutes les villes actuellement dotées de facultés protestèrent contre un tel projet, et si bien que le ministre de l'Instruction publique dut l'abandonner.
 En fait, toutes les facultés des lettres et des sciences existant aujourd'hui en France, se trouvent maintenues; mais le droit qui vient d'être donné à ces établissements de recevoir des dons et legs, influera naturellement sur leur avenir; les uns, les plus fréquentés, deviendront riches et prospères, les autres s'appauvriront peu à peu et disparaîtront par la force même des choses.

D'accord avec le ministre de la guerre, le ministre de l'Instruction publique a décidé que les demandes de dispense du service militaire, formées par les instituteurs, ne seraient appuyées que pour les convocations qui auraient lieu dans le courant de l'année scolaire.
 Par une circulaire récente le ministre de l'Instruction publique et des cultes vient d'adresser des instructions dans ce sens, à tous les préfets.

Nous remarquons que cette décision place sur le même pied, au point de vue du service militaire, le personnel de l'enseignement primaire et le personnel de l'enseignement secondaire.

AVIS AUX ÉLECTEURS

Les bénéfices de la politique coloniale

Les feuilles officielles prétendent que, comme conséquence de l'expédition du Tong King, l'extrême-Orient et l'Empire chinois, en particulier, vont être ouverts désormais sans partage à nos produits et à notre influence.
 Les dernières nouvelles reçues de ces contrées sont loin cependant de confirmer ce pronostic.
 Voici, en effet, comment s'exprime une correspondance adressée de Pékin à l'un des principaux journaux de Berlin :
 « Le gouvernement chinois s'est enfin décidé à adopter une ligne de conduite en matière de chemins de fer.
 « Il a passé un contrat avec un syndicat de Manchester pour la construction d'une ligne ferrée de Takou à Tong-Cheou (littoral de Petchili).
 « Ce syndicat s'est chargé également de fournir le matériel et les voitures, le gouvernement chinois fournissant, de son côté, le capital et la main-d'œuvre.
 « La conduite des travaux de construction ainsi que celle de l'exploitation resteront, bien entendu, entre les mains de la Société anglaise.
 « Sans doute, l'emprunt de 100 millions pour la construction de chemins de fer, l'établissement de lignes télégraphiques, l'amélioration des voies commerciales, etc., que le gouvernement chinois négocie en ce moment avec de grandes maisons de banque allemandes, n'est pas étranger à ce projet.
 « Ainsi, la Chine traite avec des industriels anglais pour l'établissement de ses chemins de fer; elle négocie, d'un autre côté, avec des maisons allemandes pour différentes opérations commerciales ou financières.
 « Pendant ce temps, la France sacrifie au Tong King ses soldats et son argent en pure perte.
 « Elle, tous les risques et tous les débâcles, aux nations rivales, tous les avantages et tous les profits.

Voilà le résultat le plus clair de la politique coloniale pratiquée par nos hommes d'Etat républicains.

On a trouvé que le programme opportuniste des Lyonnais était bien rouge. Mais que dirait-on de celui des opportunistes de la Nièvre ?

Réunis en comité électoral, les opportunistes, sous la présidence de M. Tenaille-Saligny, sénateur, ont rédigé un programme dans lequel ils promettent tout simplement : à la fois la diminution des impôts et des subventions nouvelles de l'Etat, des pensions aux ouvriers des villes et des campagnes, l'épuration (encore ?) des fonctionnaires, l'épuration (encore ?) des magistrats, la suppression de l'immovibilité des juges, la confiscation des biens de communautés, etc.
 Une misère, comme on voit ! Et si les révolutionnaires de toutes les écoles ne sont pas contents, ma foi, ils seront bien difficiles !
 Les Groléens sont roses auprès des Nivernais ; il y a cependant un point de contact, de ressemblance entre les deux programmes : l'un et l'autre demandent la stabilité et presque l'immovibilité ministérielle.

Anglais et Turcs

La tentative du gouvernement anglais en vue d'engager la Turquie dans une alliance offensive et défensive n'avait été envisagée jusqu'ici par l'Europe que comme un incident d'une importance négligeable. On considérait les projets formés à cet égard par le cabinet Gladstone comme ne devant jamais sortir de la phase obscure des pourparlers officieux. Mais la mission de sir Henry Drummond Wolff à Constantinople indique clairement chez les membres du cabinet Salisbury la volonté de pousser de ce côté les choses au bout. L'envoyé extraordinaire britannique est allé porter au gouvernement ottoman des propositions précises, impliquant des visées d'avenir, prévoyant des éventualités positives et réglant l'action des forces militaires turques pour le cas où la guerre éclaterait entre l'Angleterre et la Russie.

Il était tout naturel que cette démarche produisit une vive émotion à Saint-Petersbourg, à Vienne et même à Berlin. Si la Turquie, dans l'hypothèse d'un conflit éclatant sur la frontière des Indes, entrait en ligne pour prêter son concours aux Anglais, il est évident que le champ de la lutte armée, dont l'Empire des Indes serait le prix, s'élargirait, étendu à l'Asie-Mineure et à l'Europe. Par des nécessités de défense, la Russie serait ramenée à l'obligation de menacer Constantinople, et c'est une perspective qui ne peut laisser indifférents les hommes d'Etat autrichiens et allemands, voire même les hommes d'Etat français. L'issue du combat, du reste, pourrait modifier complètement non seulement l'orientation de la politique autrichienne mais l'équilibre des forces des différents Etats européens. De plus, les conséquences de ce conflit décideraient du sort de l'Egypte qui, en cas de triomphe des coalisés anglo-ottomans, n'aurait le choix qu'entre l'annexion par les Anglais ou l'asservissement par les Turcs.

Aussi a-t-on suivi depuis quelques jours, avec une certaine impression d'anxiété, le mouvement d'opinion provoqué à Constantinople par l'annonce de l'arrivée prochaine de sir Henry Drummond Wolff. C'est une erreur de croire que la force de l'opinion ne soit pour rien dans la conduite et dans le gouvernement des affaires turques. Le sultan, tout absolu que soit son arbitraire, tout caché qu'il paraisse aux yeux du vulgaire, subit, plus étroitement peut-être que nos souverains d'Europe, l'influence des sentiments qui dominent son entourage. L'isolement le rend passif. La pensée des conseillers de la Porte sur les affaires qui relèvent de la décision impériale est donc toujours utile à connaître. Or, en ce qui concerne les propositions de sir Drummond Wolff, toutes les correspondances de Constantinople nous apprennent que cette pensée se manifeste d'une manière tout à fait libre et significative.

Les conseillers habituels du sultan jugent que la Turquie n'a rien à gagner à s'engager, à la suite et sous les auspices de l'Angleterre, dans une nouvelle guerre avec la Russie, et il faut convenir qu'ils ont bien raison; de plus, ils se défient presque autant aujourd'hui des Anglais que des Russes, et il faut avouer qu'ils n'ont pas tort.

En cas de défaite des Anglais par les Russes, les Turcs, s'ils avaient accepté les propositions britanniques, seraient certainement chassés d'Europe par le czar et l'empereur d'Autriche, qui s'entendraient pour se partager leurs dépouilles. En cas de victoire des Anglais, ceux-ci deviendraient leurs maîtres et ne resteraient certainement ni leurs alliés ni même leurs protecteurs. Restent, en outre, les chances communes qu'offre toute alliance avec les Anglais. Ils ne se font aucun scrupule de rompre les traités conclus aussitôt qu'ils ont obtenu les avantages auxquels ils prétendent et d'abandonner les peuples et les Etats qui se sont compromis pour eux. Nous l'avons expérimenté, nous Français, en vingt

circonstances et les Turcs eux-mêmes ont reçu la même dure leçon.

Il est très vrai, sans doute, que les Ottomans seraient, en cas de guerre, placés entre l'enclume et le marteau. L'Angleterre les sommerait de lui livrer le passage de la mer Noire et la Russie de leur fermer. Le danger viendrait des deux côtés à la fois. Mais ils auraient la ressource de sommer, à leur tour, l'Europe, qui a garanti la neutralité des détroits, de leur fournir les moyens de la sauvegarder, et nous ne voyons pas comment l'Europe pourrait se dégager de cette mise en demeure.

En tout cas, cette manière d'envisager les intérêts et les devoirs de la Turquie prévaut incontestablement à Constantinople. Il est donc infiniment probable que, après le semblant de réflexion que les bien-séances internationales exigent, les propositions de sir Henry Drummond Wolff seront repoussées.
 Nous nous en réjouissons pour deux motifs : le premier, c'est que le refus de l'alliance anglaise par la Turquie éloigne de l'Europe une chance de guerre ; le second est que le sort définitif de l'Egypte ne pouvant être fixé par les Anglais tout seuls, les solutions que nous préférons pour les questions qui intéressent ce malheureux pays, c'est-à-dire l'émancipation de la tutelle anglo-turque, restent possibles et même probables.
 Constatons en terminant que la diplomatie des tories n'est pas plus heureuse que la diplomatie des whigs. Décidément, rien ne réussit à l'Angleterre.

L'étrange façon dont l'Espagne entend la réciprocité en matière de quarantaines provoque de nombreuses protestations.

Voici celle du conseil général de Marseille :

« Considérant que les quarantaines récemment instituées au port de Marseille par les Etats voisins, dont la situation sanitaire est incontestablement plus mauvaise que celle de Marseille, entraînent par l'industrie et pour le commerce international des pertes considérables ;
 « Considérant, d'autre part, qu'en raison du caractère hyphodale de la maladie qui s'est déclarée, et qui est du reste en voie de décroissance aujourd'hui, Marseille ne saurait être placée en dehors des catégories prévues par les règlements internationaux pour l'application des quarantaines ;
 « Le conseil général exprime le vœu que, d'urgence et par voie diplomatique, le ministre des affaires étrangères veuille bien ouvrir des négociations avec les pays intéressés, afin que les mesures anormales, irrégulièrement édictées, soient abandonnées sans délai.
 « Le conseil général de Montpellier, de son côté, a adopté un vœu demandant que les quarantaines actuelles, qui sont funestes au commerce, soient diminuées ou supprimées ou bien rigoureusement appliquées aux navires étrangers venant de lieux contaminés.

CHRONIQUE ÉLECTORALE

Dordogne. — Une réunion, suivie d'un banquet, avait lieu il y a quelques jours à Sorges, commune importante de l'arrondissement de Périgueux, pour célébrer le triomphe des candidats conservateurs lors des dernières élections municipales de cette localité.

A l'issue du banquet, plusieurs discours ont été prononcés, l'un entre autres par M. de Fourtoul, qui a défini en ces termes son programme et celui des autres candidats conservateurs de la Dordogne aux prochaines élections législatives :

Nous aurons au dedans et au dehors à changer une politique néfaste et à inaugurer une politique réparatrice.

Dans les finances, à la politique du désordre et des gaspillages, nous aurons à substituer la politique de l'ordre et de l'économie.

Au dehors, à une politique de folles et d'aventures, nous aurons à substituer une politique de sagesse et de recueillement, jusqu'en 1878, pratiquée par des ministres conservateurs avait relevé le prestige de notre pays aujourd'hui si déplorablement abaissé !

Dans l'ordre économique, à une politique qui ignore, méconnaît ou néglige les intérêts industriels et agricoles, nous aurons à substituer une politique qui les comprend et qui les sert ;

Toutefois nos libertés publiques, à une politique soumise, tracassière, nous aurons à substituer une politique large, tolérante, protectrice, de tous les droits et de tous les intérêts légitimes.

Quant nous aurons fait tout cela, alors nous aurons à franchir le suffrage universel des liens dans lesquels l'opportunisme a retenu le gaillard et à rendre à la nation le libre exercice de sa souveraineté et la pleine disposition d'elle-même.

Notre programme est un programme d'affranchissement et de salut.

Nous le regrettons vivement; car si cet état de choses ne venait à cesser au plus tôt, et si l'on persistait à ne pas vouloir prendre pour base de l'entente à établir les résultats électoraux antérieurs, nos amis se verraient dans la nécessité de rompre, au préjudice des graves intérêts que l'union des conservateurs a pour but de sauvegarder.

Ce qui vient de se passer dans les Côtes-du-Nord, à propos de la candidature de l'honorable duc de Feltre, est une nouvelle raison à l'appui de nos sentiments sur la portée de l'union des conservateurs :

A la date du 15 octobre dernier, dit M. le duc de Feltre dans une lettre adressée à l'*Armateur*, aucun des deux autres partis ne pouvait triompher sans le concours des bonapartistes, je ferais alliance avec celui des deux partis qui offrirait d'inscrire sur sa liste le plus grand nombre de candidats bonapartistes. Lorsque l'envoyé du comité royaliste m'annonça qu'il s'agissait de ma seule candidature, je lui déclarai que « je préférerais n'être pas candidat plutôt que d'accepter de pareilles conditions pour mon parti ».

Rien de plus concis que ce langage, et tout en faisant nos réserves sur certains points de la politique de M. le duc de Feltre, en tant que bonapartiste, nous ne saurions trop approuver cette loyale attitude.

La liste des députés des Côtes-du-Nord comprenait neuf candidats, M. le duc de Feltre demandait seulement trois places pour nos amis. La prétention n'était pas excessive, non plus que celle de refuser d'adhérer aveuglément aux résolutions du comité, quelles qu'elles fussent, comme on le lui demandait.

Il est évident, dis-je dans sa réponse au président, que si le comité est ouvert à toutes les opinions qui ne sont pas républicaines, l'opinion bonapartiste, qui m'a donné près de cent mille voix en moins de douze ans, et dont je suis actuellement le représentant à la Chambre des députés, a le droit de se faire entendre, et de se faire inscrire sur la liste conservatrice.

Mais si le comité est exclusivement royaliste, et si le but qu'il poursuit est le retour du roi, il ne serait admissible ni pour lui, ni pour moi, que mon nom figurât sur sa liste.

Le 6 juillet, le comité choisit neuf candidats royalistes, ce qui fait dire avec raison au député des Côtes-du-Nord :

La vérité est que la liste du comité est la liste de « l'Union des anciens et des nouveaux royalistes », de ceux qui ont toujours tenu pour la cause du roi et de ceux qui vont aujourd'hui chez le successeur de Henri V, comme ils allaient jadis chez l'Empereur.

Je dois à mes amis politiques la vérité tout entière. Ils la connaissent, ils connaissent, d'autre part, ma foi politique inébranlable, mon dévouement sans limite à la cause des Napoléons, qui est la cause de la souveraineté directe du Peuple. Qu'ils forment une liste de bonapartistes convaincus et je l'appuierai de toutes mes forces. Ils n'en peuvent pas douter. Mais s'ils ne parviennent pas à composer cette liste, je ne leur cache pas que je suis résolu à faire échouer les royalistes, quelque soit l'échec qu'ils doivent subir.

Je suis le partisan sincère et résolu des Droits du Peuple.

Encore une fois, tout cela est correct et loyal, et l'on voit que si l'union conservatrice ne se fait pas partout, comme on était en droit de l'espérer, la faute n'en est pas aux bonapartistes.

Tout cela est bien fâcheux et bien déplorable; mais, par expérience, nous connaissons l'inébranlable et les exigences aussi exclusives que passionnées du comité des Côtes-du-Nord, et c'est sur lui seul que retombera la lourde responsabilité de l'échec que les conservateurs pourront éprouver dans ce département.

Heureusement, les conservateurs royalistes ne sont pas dans tous les départements aussi peu conciliants que les membres du comité des Côtes-du-Nord.

Ailleurs, on comprend plus patriotiquement, plus libéralement les intérêts du pays, ainsi que le prouvent les résolutions prises dans l'Ardeche et dans l'Eure. Voici ce qu'on nous télégraphie :

Privas, 20 août.
 La liste unique arrêtée d'un commun accord par toutes les fractions du parti conservateur dans l'Ardeche, est ainsi composée :
 MM. Ernest Blanchère, ancien député ;
 Le marquis de Bernis ;
 Henri Chevreau, ancien ministre ;
 Auguste de Montgolfier, manufacturier de Saint-Marcel-les-Annoy ;
 Morin-Latour, conseiller général ;
 Vernet, ancien président du tribunal de La Genetière.

Evreux, 20 août.
 La liste conservatrice a été ainsi arrêtée :
 MM. Sevalier, conseiller général, Raoul Duval, Louis Passy, députés sortants ;
 le duc de Broglie, Gamille Fouquet, conseiller général, et de Lafetière.

Il paraît qu'il existe à Marseille une vieille église sous le vocable de Saint-Martin, qui ne se trouve pas dans l'alignement dans la rue Colbert. Cette raison a suffi au conseil municipal pour en demander la démolition immédiate. L'évêque de Marseille a protesté, et le conseil d'Etat s'est prononcé contre lui. Cependant la démolition ne s'arrêtait pas, le conseil, dans sa dernière réunion, a adopté la résolution suivante :

« Considérant que les retards apportés à la démolition de l'église Saint-Martin ont empêché la vente de terrains dans la rue Colbert ; que cette vente eût produit quatre millions qui sont nécessaires aux travaux d'assainissement ; et attendu que le conseil d'Etat, malgré l'opposition de

l'évêque de Marseille, a maintenu l'alignement primitif qui frappe l'église, le conseil délibère de demander au gouvernement qu'il veuille prononcer la désaffectation ».

Ainsi, voilà qui est entendu : toute église qui ne sera pas dans l'alignement sera démolie ou désaffectée.

A la bonne heure ! voilà de la bonne jurisprudence républicaine !

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 21 AOÛT

La température est toujours basse à l'intérieur, le sirocco souffle en Algérie.
 En France, quelques pluies sont tombées dans le Nord, elles vont persister et menacent toujours de se propager jusque dans les départements de l'Est.
 A Paris, le ciel a été nuageux dans la journée d'hier et beau la nuit.

Aujourd'hui, 21 août, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin + 12° 2/5
 A onze heures du matin + 16° 2/5
 A deux heures du soir + 18° 2/5
 Température la plus basse de la nuit + 10° 2/5
 Le baromètre a été 756 millimètres 5.

Un de nos confrères du matin, l'*Événement*, annonce que le décret convoquant les électeurs paraîtra à l'*Officiel* le 9 septembre.

Le général Saussier, gouverneur de Paris, qui avait pris un congé de quelques semaines, vient de rentrer à Paris. Il a immédiatement repris possession de son commandement.

La dépouille terrestre de Mgr Lecourtier, dont nous avons annoncé hier la mort, a été exposée dans une chapelle ardente.

Le défunt, habillé pontificalement et la mitre en tête, repose sur un catafalque très élevé, autour duquel brûlent des cierges.

Une foule pieuse et recueillie a défilé pendant tout le jour devant le catafalque. Nous rappelons que les obsèques de Mgr Lecourtier auront lieu demain, à dix heures, dans la cathédrale de Notre-Dame.

Après l'inhumation, le corps sera descendu dans les caveaux de l'église métropolitaine.

Un accident grave s'est produit à Juliers (province rhénane). Le prince Bernhard de Saxe-Weimar, premier lieutenant au régiment de hussards du roi, en garnison à Bonn, courait sur une jument, Brunette, appartenant à un chef d'escadron Von Bredow; la piste avait trois mille cinq cents mètres. La jument avait souvent gagné des prix, notamment aux courses de Bonn, où elle était montée par le lieutenant Von Tisse-Winkel. Au dernier obstacle, Brunette tomba, roulant trois fois sur elle-même; le prince de Saxe-Weimar tomba sous elle.

Quand on le releva, on s'aperçut qu'il avait les deux mâchoires brisées et le crâne fendu. On craignait aussi une blessure à la colonne vertébrale. Le prince a été aussitôt transporté à l'hôtel Diamant, à Juliers; il est resté jusqu'à l'endemain sans connaissance. Ses deux frères, venus l'un de Düsseldorf, l'autre d'Éna, qui assistaient aux courses, sont restés auprès du blessé.

On se souvient, que Gambetta, qui, comme Thiers, n'était pas tuteur au siens, fut accusé et convaincu de laisser dans la misère une de ses tantes.

Une dépêche de Rome nous apprend que cette tante de l'ex-dictateur vient de mourir à cent cinq ans près de Savone.

Elle était parfaitement saine de corps et d'esprit et vivait de la vente du fumier ramassé sur les routes et des œufs de ses trois poules.

On lui a fait des funérailles gratuites.

Déplacements et villégiature à Royat :
 M. le comte de Lorgeil ;
 Mme la baronne de Conquans de Lacan ;
 M. de Montaudou ;
 Mme Préfet de Montigny ;
 Mme la comtesse de Laubespain ;
 M. Poissac de Mado ;
 Son Altesse Mahmoud d'Hammé ;
 M. la marquise de Chavaudon ;
 M. le comte d'Ernest.

Nous apprenons la mort de M. Rioul Leduc, président honoraire de la chambre syndicale de la chapellerie, membre du conseil d'administration du Comptoir d'Escompte de Paris, membre de la commission des valeurs en donne au ministère du commerce, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 19 août, en son domicile, 67, avenue des Champs-Élysées.

Les obsèques auront lieu samedi 22 courant, à dix heures très précises, en l'église Saint-Pierre de Chaillot.

La famille prie les personnes qui n'au-

raient pas reçu de lettre de faire part de considérer le présent avis comme une invitation.

On vient de placer dans Paris l'arrêté fixant au dimanche 30 août courant l'ouverture de la chasse dans le département de la Seine.

Notre correspondant de Saint-Malo nous adresse les lignes suivantes :

La Pomme, Société littéraire et artistique des Bretons et des Normands, a tenu, le 17 courant, ses assises poétiques à Paris.

La séance était présidée par M. Leconte de Lisle, assisté de MM. Paul Scellier et C. Bourin, présidents honoraires de la Pomme.

M. La Balle, professeur au lycée de Brest, était chargé du rapport sur les résultats du concours littéraire ouvert par la Société.

La séance s'est terminée par un très beau concert donné par l'orchestre du Casino de Paris. — Un chœur composé par M. Emile Durand et chanté par l'orchestre de Saint-Malo a obtenu un vif succès.

Le soir, un banquet offert par les administrateurs de la baie aux Pommières a été d'une gaieté folle.

Le lendemain, les convives de la veille déjeunèrent au nouvel hôtel de Rothenau.

On regretta vivement l'absence de M. Charles Monselet, président, et de M. Larioisier, député d'Ille-et-Vilaine.

La Chambre qui doit être élue les 4 et 18 octobre prochain comptera 27 députés de plus que la précédente.

Si l'on songe que l'architecte du Palais-Bourbon, M. de Jolly, avait en quel que sorte à caser les membres de l'ancien Parlement, il est aisé de comprendre quelles difficultés il aura à vaincre pour assurer aux nouveaux venus une installation convenable.

Le seul moyen d'y parvenir est de rétrécir encore le couloir du pourtour.

L'architecte va faire procéder à ce travail, qui sera terminé dans la première quinzaine du mois de novembre prochain.

Un officier supérieur du génie vient de faire exécuter à Versailles, sur le grand canal, des expériences très curieuses pour établir très rapidement un pont pouvant donner passage aux troupes.

Le matériel destiné à cet usage est si léger et si peu encombrant qu'il est transportable dans deux voitures réglementaires ordinaires.

Il faut à peine quelques minutes pour que les troupes puissent traverser un cours d'eau quelconque.

L'emploi de ce pont n'est encore possible que pour l'infanterie; inutile de dire que la cavalerie et l'artillerie n'en peuvent encore faire usage.

LES FUNÉRAILLES DE L'AMIRAL COURBET

Les bruits les plus contradictoires continuent de circuler à propos de la date et du lieu de la cérémonie.

Un correspondant du Français écrit ce qui suit :

Toulon, 18 août.

Le Bayard, qui ramène en France le corps de l'amiral Courbet, est arrivé hier matin à Bône.

Il attendra dans ce port africain des ordres du ministère de la marine, avant de faire route pour Toulon.

Des avaries graves le retiendront d'ailleurs dans ce port pendant quelques jours. Une dépêche, reçue ce matin, à la préfecture maritime, apprend qu'une hélice a été brisée pendant la traversée du Canal de Suez.

La malignité publique attribue ce retard à d'autres. Les uns prétendent qu'une épidémie sévit à bord; d'autres déclarent que M. Dutasta, maire radical de Toulon, est embarrassé pour recevoir le brave amiral, qui était un bon chrétien et un fervent catholique.

Toujours est-il qu'il y a un retard très grand sur lequel on ne comptait pas. Il y a en hier un échange de dépêches entre le ministère et M. Dutasta, et on dit que celui-ci a déclaré que, l'état sanitaire de Toulon étant satisfaisant en ce moment, il n'y avait aucune crainte à concevoir, qu'on pouvait opérer le débarquement; quant à lui, il se tiendrait sur la réserve la plus complète et il ne prononcerait pas un mot.

Il avait été question, paraît-il, d'envoyer le Bayard à Brest, mais cette idée paraît absolument écartée.

Les cadavres décolorés commandés par l'amiral Duperré à mouille aujourd'hui dans la rade d'Hyères.

M. Forcade, archevêque métropolitain d'Alger, qui doit présider les cérémonies religieuses, est arrivé hier, à trois heures et demie. Après une visite au préfet maritime, il s'est rendu à la maison de retraite d'Hyères, où il attendra l'arrivée du Bayard.

Je suis allé ce matin à l'arsenal, où j'ai vu les préparatifs, qui sont très peu avancés.

Mais, d'autre part, la Ligue, après avoir constaté que deux ou trois cas douteux de choléra ont été relevés à Toulon, donne les renseignements suivants :

En présence de ces faits, les ministres présents à Paris ont tenu hier, dans l'après-midi, un conseil de cabinet au ministère de la justice pour prendre une décision définitive au sujet des funérailles de l'amiral Courbet.

Il s'agissait de savoir si l'on devait décemment faire venir le Bayard à Toulon ou l'envoyer dans un des ports du Nord. Dans ce dernier cas, c'est, sans doute, à Brest que le corps de l'amiral eût été débarqué.

Le conseil a adopté un moyen terme : il a décidé que le Bayard ne sera pas dirigé sur l'un des ports de l'Atlantique, mais sur Hyères. Les restes de l'amiral Courbet seront débarqués vers le 25, à sept kilomètres environ de cette ville, à la presqu'île de Giens, près des Salins. Une première cérémonie y sera célébrée.

Le corps ne passera pas par Marseille, afin d'éviter en ce moment une trop grande agglomération.

Les funérailles auront lieu à Paris le 27 ou le 28.

On évitera ainsi le danger qu'il eût pu y avoir à attirer ces jours-ci une foule considérable à Toulon.

Des ordres ont été transmis hier soir, dans cette ville, en vue d'arrêter tous les travaux entrepris en prévision de l'arrivée du Bayard.

La nouvelle cause une très vive émotion à Toulon et motive de nombreux commentaires.

Nous pouvons affirmer, à propos du Bayard, que, contrairement à des bruits

qui ont couru, l'état sanitaire est excellent à bord de ce bâtiment. On lui prescrivait de relâcher à Bône, on a simplement voulu s'assurer quelques jours pour observer la situation sanitaire de la côte de Provence.

Alors, on a vu que c'est le vice-amiral Duperré, commandant en chef l'école d'école, qui présidera la cérémonie qui aura lieu aux îles d'Hyères, cérémonie dont le caractère restera exclusivement militaire.

D'autres sources nous reviennent qu'une des causes de toutes ces indécisions est la crainte d'une manifestation anticonstitutionnelle, contre l'expédition du Tong-King et ceux qui l'ont organisée et poursuivie.

L'opportunité est fort inquiète. A ce propos, l'Intransigeant annonce que le gouvernement aurait eu l'intention d'ajourner les obsèques jusqu'après les élections.

Enfin, le journal officieux de la municipalité toulonnaise a publié un avis annonçant que les dépouilles de l'amiral seront débarquées à Hyères.

« Les Toulonnais, ajoute cette feuille, y perdront, c'est vrai, une cérémonie imposante, mais on ne saurait blâmer l'idée qui a dicté au gouvernement cette décision.

Il était dangereux, en effet, d'attirer dans la ville l'affluence considérable de Marseillais que cette solennité n'eût pas manqué d'y amener, et qui eussent certainement apporté avec eux des germes infectieux que l'état sanitaire et les fortes chaleurs que nous subissons ne permettent pas d'y jeter.

« Les pourparlers entamés depuis plusieurs jours entre la municipalité et la préfecture maritime n'ont donc pu aboutir à donner satisfaction aux infériorités légitimes du commerce de Toulon et aux vœux de la population désireuse de porter ses hommages sur le cercueil de l'amiral. La municipalité se rendant aux justes raisons exposées par le gouvernement n'a pu que s'incliner. »

On remarquera que tout en reconnaissant justes les raisons invoquées par le gouvernement, l'organe de M. Dutasta dégage complètement la responsabilité de la mairie et constate le préjudice que la décision officielle causera au commerce toulonnais.

C'est le trait du Parthe !

CONCOURS NATIONAL DE TIR

Nous avons mentionné hier les toasts portés au banquet d'inauguration du concours national de tir par M. Paul Déroulède et par Mme Edmond Adam.

Après le toast de la glorieuse protection de cette œuvre nationale, M. Delamain, maire de Jarnac, président de la Fédération des Sociétés de tir du Sud-Ouest, a bu à la santé de M. Paul Déroulède; M. Edmond Delfas, vice-président d'honneur de la Société, a porté celle de la presse française. Notre confrère, M. Barthélemy, a répondu. Enfin, M. Desmarest, au nom des tireurs belges, a porté un toast à la France, au président de la République et à tous les énergiques défenseurs de notre pays.

A deux heures, le canon s'est fait entendre. Tous les invités, ayant à leur tête le général Gervais, les colonels Brossard, Garnier, Reibel, les commandants Crombach, Mathis et Delmas, MM. Eugène Farcy et Talandier, députés, de nombreux officiers du 12^e de ligne, du 2^e régiment d'artillerie de l'armée de réserve et de l'armée territoriale, se sont dirigés vers les différents pavillons du tir, pendant que l'excellente musique du 12^e de ligne, qui avait prêté son concours au banquet, jouait la Marseillaise.

Mme Adam, conduite par MM. Paul Déroulède et Delfas, au pavillon Verdelot, s'est armée d'une carabine Flobert, et a tiré le premier coup de feu. Six fois, Mme Adam a épuisé sans succès à mettre dans la cible. Elle a ri d'une façon charmante de sa défaite.

Les tireurs ont aussitôt commencé aux différents pavillons. Cinq cents tireurs environ y ont pris part. On remarquait parmi eux des députés des Sociétés la Bastidienne, de Bordeaux; la Pro Patria et les Enfants de Paris; des fédérations de l'Est, du Nord et du Sud-Ouest.

Dimanche prochain aura lieu, au Tir national, la réception des tireurs suisses et d'un grand nombre de sociétés françaises.

Les droits de douane et la Roumanie

Le Journal officiel publie ce matin un décret autorisant le ministre du commerce, conformément à la loi du 7 août 1885, à frapper de droits de douane fixés à 50 00 de leur valeur les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le décret est précédé d'un rapport ainsi conçu :

Paris, le 19 août.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été mise en vigueur le 13 août courant, j'estime qu'il y a lieu d'exercer des pouvoirs attribués au gouvernement par la loi du 7 de ce mois.

Monsieur le président,

La loi du 7 de ce mois autorise le gouvernement à frapper de droits de douane pouvant s'élever jusqu'à 50 00 de la valeur tous les produits d'origine ou de fabrication roumaine importés directement ou indirectement en France.

Le gouvernement roumain n'ayant manifesté l'intention de modifier le régime prohibitif établi à l'entrée des produits français en Roumanie par la loi du 18 mars 1885, qui a été

